

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG36/M/2

10 août 2000

(00-3271)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-sixième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE ET LA SLOVÉNIE

Note sur la réunion du 6 juillet 2000

Présidente: Mme Silvia Ávila Seifert (Bolivie)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1339.
2. Au point D.IV de l'ordre du jour, le Comité des accords commerciaux régionaux a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange (ALE) entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Slovénie.
3. La Présidente a indiqué qu'il s'agissait de la deuxième séance d'examen de l'Accord, qui avait déjà été examiné au cours de la vingt-cinquième session du Comité le 30 mars 2000, sous sa présidence. Les comptes rendus de cette réunion avaient été distribués sous la cote WT/REG36/M/1. La série de questions écrites soumises aux Parties ainsi que leurs réponses avaient été récemment distribuées sous le couvert du document WT/REG36/4.
4. Le représentant des États-Unis, conformément au souhait exprimé par plusieurs délégations au cours de la précédente réunion, a demandé que des renseignements statistiques soient communiqués, y compris concernant les régimes tarifaires par secteurs. Constatant que, dans le document WT/REG36/4, les Parties avaient indiqué que des sauvegardes générales seraient très probablement appliquées aux Parties à l'Accord, il a demandé dans quelles conditions une telle situation surviendrait. Il se demandait également dans quelle mesure la référence à la balance des paiements dans ce même contexte était pertinente, étant donné que ces restrictions étaient traitées différemment des sauvegardes dans le cadre de l'article XXIV du GATT. En réponse à une question relative au régime exceptionnel appliqué à l'agriculture, les Parties avaient précisé que la libéralisation réalisée ou envisagée avait été très limitée, alors que la réponse à une question de la section relative aux données commerciales donnait à penser que les échanges de presque tous les produits avaient été libéralisés. L'intervenant a demandé que la situation soit clarifiée au sujet des deux réponses apparemment contradictoires.
5. Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation était également préoccupée par les produits agricoles visés ainsi que par l'apparente contradiction des réponses figurant au document WT/REG36/4. Il a demandé de plus amples informations concernant la manière dont les Parties déterminaient quels produits agricoles seraient couverts par l'Accord, lesquels seraient frappés de droits et quel pourcentage des échanges intérieurs ces lignes de produits représentaient. Il a également demandé à ce qu'une indication soit donnée concernant le moment auquel les Parties pourraient négocier la libéralisation complète des échanges agricoles, en dépit de la déclaration figurant dans le document WT/REG36/4.

6. La représentante du Canada a appuyé les demandes des États-Unis et de l'Australie concernant la communication de renseignements supplémentaires. Dans la réponse à une question relative aux données commerciales figurant au document WT/REG36/4, il avait été indiqué que les échanges de produits agricoles représentaient 24 pour cent des échanges entre les Parties, dont 23 pour cent étaient couverts par l'ALE. Elle a demandé confirmation de ce que l'essentiel des produits étaient couverts. Elle a ensuite fait remarquer qu'il serait utile, en termes de transparence et d'évaluation de l'Accord, d'énumérer soit les lignes des produits couverts soit les lignes des produits non couverts par l'Accord.

7. En réponse aux questions sur l'agriculture, le représentant de la Slovénie a déclaré que les lignes tarifaires couvertes par l'Accord figuraient aux Annexes à l'Accord, qui pouvaient être consultées au Secrétariat. Des informations supplémentaires en rapport avec la couverture des échanges, comme requis à l'article XXIV du GATT, avaient été communiquées tant dans le modèle type que dans le document de questions et réponses. Ainsi qu'il était stipulé dans le modèle type, les produits agricoles représentaient 24 pour cent des échanges entre les Parties et l'Accord couvrait 23 pour cent des échanges de produits agricoles. Les produits industriels constituant 76 pour cent des échanges, l'Accord couvrait 99 pour cent de tous les échanges; les échanges frappés de droits NPF concernaient 1 pour cent de tous les échanges. Ces chiffres signifiaient que l'essentiel des échanges étaient couverts. Sa délégation était d'avis que tous les renseignements statistiques nécessaires avaient été produits. Ils répondraient par écrit à la question relative aux sauvegardes.

8. La Présidente a déclaré que le Comité avait progressé de façon significative dans son examen de l'Accord. Certaines questions restaient en suspens, auxquelles les Parties répondraient par écrit d'ici au 13 septembre 2000. Dès que les réponses auraient été distribuées, elle tiendrait des consultations en vue de déterminer la nécessité d'une séance d'examen supplémentaire, avant de demander au Secrétariat de commencer à rédiger les rapports.

9. Le Comité a pris note des observations.
